

Par e-mail : <https://www.lesoir.be/514772/article/2023-05-22/medias-comment-bien-parler-de-lurgence-climatique>

Médias : comment (bien) parler de l'urgence climatique ?

Par **Michel De Muelenaere**, **Gil Durand** 22 mai 2023

La crise climatique s'accélère et la question de la transition s'invite dans les médias. Ces derniers l'ont bien compris mais ne sont néanmoins pas épargnés par la critique : trop peu présents ou, au contraire, trop militants. Alors, comment (bien) parler des changements climatiques et de leurs conséquences ?

En Belgique, plusieurs académiques ont appelé les médias « à mener en leur sein une réflexion radicale et globale sur la manière d'aborder les enjeux et questions relatives au climat et à la biodiversité ». Un message (en partie) entendu dans les rédactions, notamment au *Soir*. Un pôle *Planète* avec sept journalistes a été créé pour traiter l'environnement, la mobilité ou l'énergie de manière globale.

Mais les écoles de journalisme ne sont pas en reste et s'interrogent sur l'opportunité de modifier leurs programmes de cours pour y faire une meilleure place aux questions climatiques, environnementales et aux enjeux de la transition. Au-delà des écoles de journalisme, si les universités francophones sont à des stades différents de leur conscientisation aux questions de transition et de durabilité, toutes ont compris qu'il faudrait mettre un accent plus fort sur l'environnement.

Chapitre 1

Réchauffement climatique : dans les écoles, un journalisme en (lente) transition

La crise climatique s'accélère. La biodiversité file un très mauvais coton. Partout on parle de transition, de changement. Les médias sont exposés aux critiques. Les écoles qui forment les futurs journalistes s'ébranlent, lentement.

C'est un changement progressif. Un frémissement tardif, diront certains. Les écoles de journalisme de la Communauté française s'interrogent sur l'opportunité de modifier leurs programmes de cours pour y faire une meilleure place aux questions climatiques, environnementales et aux enjeux de la transition. Certaines ont franchi le pas, mais pas toutes : à l'UCLouvain on a choisi. Pourquoi changer ? Outre l'urgence des enjeux, des responsables pointent les « demandes » des étudiants, « génération très conscientisée », voire un appel du « marché » : des rédactions qui seraient, elles-mêmes davantage soucieuses de la problématique et demanderaient que l'on prépare mieux les futurs journalistes.

Dame, les critiques sont adressées de toutes parts aux « médias » : trop peu présents, trop catastrophistes, trop conservateurs, trop ignorants, trop enfermés dans les modèles traditionnels ou au contraire, trop militants... Il fallait agir. Reste qu'on est loin du raz-de-marée généralisé.

Dès l'année prochaine, l'École de Journalisme de l'UCLouvain lancera ainsi un cours « Journalisme, transition environnementale et changement climatique » en première année de master, explique Grégoire Lits, qui en sera cotitulaire avec un professionnel du métier pour les aspects plus pratiques. « Outre l'actualité, on est confronté à pas mal de demandes aussi bien des étudiants que des médias. Là, il y a une attente, mais on trouve relativement peu de journalistes traitant des questions environnementales et scientifiques », poursuit Lits. Obligatoire, la nouvelle formation ne sera pas un enseignement sur le climat, les étudiants y auront déjà été exposés auparavant. Elle est axée sur le changement climatique, mais avec une vision élargie sur la transition systémique. »

Aucun cours spécifique en revanche du côté de l'école universitaire de journalisme de Bruxelles, détaille son directeur, David Domingo. « Nous encourageons les étudiants à suivre des cours de l'Institut de gestion de l'environnement et d'aménagement du territoire (Igeat) et à participer à la délégation de jeunes qui se rendent aux sommets sur le climat (les COP). Mais cela ne fait pas partie du cursus officiel. Notre stratégie consiste plutôt à proposer des thématiques d'actualité sur lesquelles les étudiants travaillent pendant quatre mois, encadrés par des professeurs de journalisme et avec des conférences d'experts, pour livrer des productions journalistiques. L'an prochain, je proposerai que l'environnement soit la thématique choisie. »

Modifier la formation pour y inclure un accent plus fort sur l'environnement ? « Nous n'en avons pas discuté, indique Domingo. Pourquoi mettre l'accent spécifiquement sur cette question en laissant de côté d'autres enjeux essentiels comme l'égalité des genres ou la diversité ? Ces questions devraient être assumées dans n'importe quel cours, comme un enjeu transversal. »

La plupart des facultés de journalisme disent aborder les questions environnementales dans des cours, des ateliers ou des travaux pratiques, sous l'angle des événements d'actualité. Difficile d'ignorer cette thématique qui s'impose massivement. La parution, l'an dernier, de la [charte française « pour un journalisme à hauteur de l'urgence écologique »](#) a par ailleurs entraîné nombre de réflexions – souvent anglées sur la déontologie journalistique. Cette charte a été signée par quatorze écoles de journalisme reconnues en France ; aucune en Belgique. A l'École de Journalisme de Lille, tous les étudiants sont même exposés à deux jours de formation autour des questions climatiques et environnementales. Et l'école a mis en place un [« Master Pro Climat et Médias »](#).

A l'Ihecs (l'Institut des hautes études en communications sociales), un cours facultatif de « politique internationale de l'anthropocène », de 24 heures, est donné (en anglais) en dernière année. Il porte sur la science et la politique – le Giec, la convention des Nations unies sur le changement climatique, les COP », explique Caroline Zickgraf qui le délivre. Le rapport avec les pratiques professionnelles ? « On demande également aux futurs journalistes de trouver des articles sur le sujet pour en discuter et ils participent à une simulation de COP ».

« Très en retard »

« Comme beaucoup d'écoles de journalistes nous sommes très en retard sur les questions environnementales, de même que sur le traitement des questions de genre, livre cependant Nordine Nabili, le très cash responsable du master en journalisme à l'Ihecs. Au-delà de petites opérations ponctuelles qui nous déculpabilisent un peu, ces questions ont assez peu infusé dans les enseignements. » Modifier la formation ? « Peut-être que le public et les étudiants eux-mêmes l'imposeront, estime-t-il. Si, au sein de l'Ihecs, des groupes d'étudiants chamboulaient les débats en

imposant l'urgence climatique, il y a belle lurette que les choses auraient changé. Mais cette pression ne vient ni des étudiants, ni de l'équipe. »

« On pourrait, d'initiative, changer la formation, mais je n'ai pas le sentiment qu'il y a une demande. Si, demain, je suis assailli de coups de téléphone des patrons de presse qui, pour des services nouveaux, sont à la recherche de journalistes particulièrement préparés sur les questions environnementales et de transition, les choses changeront. Mais je ne pense pas que les écoles puissent préparer des profils qui n'ont pas leur place au sein des rédactions. » L'Institut apporte des réponses ponctuelles, dit Nabili, comme des sujets d'ateliers ou des travaux de fin d'étude. Mais sur les questions de société, il y a une sorte de ronronnement. » L'Ihecs « fait une promesse très technique aux étudiants : apprendre à filmer, tourner, monter, à faire un podcast, prendre des photos, écrire. On aimerait avoir la même ambition sur des questions de société sur le climat. »

A l'ULiège, on n'envisage pas de mettre en place un cours spécifique permettant aux futurs journalistes de mieux couvrir les questions environnementales, ajoute Dick Tomasovic, directeur de l'école de journalisme. « La thématique est abordée dans un cours de technique de journalisme en 3e bachelier qui aborde une série de sphères d'investigation, comme la politique, l'économie ou l'environnement. C'est donc un sujet d'investigation. Et, en master, de très nombreux étudiants veulent s'emparer de ces questions-là dans des enquêtes, des travaux de fin d'étude. » La faculté de journalisme complétera par ailleurs la formation « de base » en baccalauréat par un complément « orienté culture et médias ». « Ce crédit abordera les évolutions climatiques, les récits médiatiques, les éco-fictions... »

Chapitre 2

Dans les unifs, la transition pour (presque) tous

Les universités francophones sont à des stades différents de leur conscientisation aux questions de transition et de durabilité. Mais elles ont toutes compris qu'il faut changer de braquet.

La question de la durabilité et de la transition s'invite dans toutes les universités francophones du pays. Toutes les facultés, tous les enseignements sont invités à s'y ouvrir. Et la plupart ne se font pas prier. Depuis la rentrée 2022-2023, l'ULB propose, en deuxième année de baccalauréat, un cours transversal d'introduction « [aux enjeux de durabilité](#) », entame Charline Urbain, vice-rectrice au développement durable. « Ce cours, donné en présentiel par deux professeurs de disciplines différentes, est accessible aux étudiants de toutes les facultés. En fonction de celles-ci, il est soit obligatoire soit optionnel. C'est unique en Fédération Wallonie-Bruxelles ». L'université soutient par ailleurs « les initiatives individuelles et collectives des facultés ou des enseignants qui veulent introduire plus de durabilité dans leurs cours. C'est le cas des sciences techniques, exactes et naturelles, mais c'est aussi indispensable en sciences humaines ».

Les facultés restent libres d'organiser leur enseignement, « mais on les encourage à penser des contenus et des savoirs adaptés aux grands défis de la société. Nous sommes là pour montrer l'urgence, donner les moyens, créer les occasions, et pour faciliter les interactions entre chercheurs... »

Même volonté de plonger tôt dans le sujet à l'ULiège, sans doute pour la rentrée de 2024, explique Sibylle Mertens, conseillère de la rectrice à la transition : « L'ensemble des étudiants en bac – en droit, en économie, en journalisme ou en psycho – suivront un cours transversal en ligne accompagné de travaux sur la durabilité et la transition. L'approche est systémique : il s'agit de

donner les clefs de compréhension des enjeux en lien avec les sciences du vivant, les inégalités sociales, les enjeux sociétaux... » Ce cours comprendra également une partie spécifique à chaque faculté et liée à sa spécialisation.

Des projets en formation

L'Université de Mons devrait suivre cette voie, témoigne Diane Thomas, vice-rectrice « aux transitions de développement durable et interactions avec la société ». Elle est fière de la création, l'an prochain, d'un master en génie de l'énergie en fac polytechnique qui s'ajoutera aux masters en « transition et innovation sociale » et au master en biologie et écologie. Mais « la sensibilisation doit venir plus tôt et toucher plus largement », juge Thomas. La réflexion est encore embryonnaire, mais l'idée serait – « pour la rentrée 2024-2025 », espère-t-elle –, un cours sous forme d'introduction générale « qui pourrait être constituée d'interventions d'enseignants abordant ces questions dans leurs thématiques ». En option ou obligatoire ? « C'est à voir », poursuit Diane Thomas. « Nous faisons actuellement le recensement des cours qui abordent ces sujets. En règle générale, même si beaucoup de collègues intègrent déjà le développement durable dans leur enseignement, il faudrait apprendre à nos enseignants à mieux intégrer cette dimension ».

A Namur comme à Bruxelles, on a lu attentivement [un rapport remis aux autorités](#) françaises préconisant de « former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable dans l'enseignement supérieur ». « Préparer tous les citoyens à la transition écologique, entendue comme la transformation de la société afin de rétablir la viabilité de la planète par la mise en œuvre des objectifs du développement durable, relève des missions de l'enseignement supérieur », disent ses auteurs. Cela implique « la mobilisation et l'évolution de tous les cursus, en formation initiale comme en formation continue ». Pas de cours obligatoire transversal à l'université de Namur, indique Laurent Schumacher, le vice-recteur « à la formation et au développement durable ». Des formations complémentaires en matière de développement durable existent ou sont en projet. Et il y a une réflexion sur les programmes existants. « Mais il faut tenir compte de la liberté académique. On creuse le sillon, en voulant convaincre par l'exemple. Par ailleurs, les étudiants interpellent le corps enseignant pour bénéficier d'une formation au goût du jour ». Dans l'intervalle, des enseignants ont ouvert leur cours à l'ensemble du public (étudiants ou pas), dans des « unités d'enseignement transversal ».

Chapitre 3

Le changement climatique dans la presse belge : transversalité et formations

Les médias belges ne sont pas inattentifs aux évolutions planétaires. Les urgences climatiques et environnementales sont lentement remontées « en haut de la pile ». Avec parfois des changements dans les structures et les pratiques.

Dans les médias français, 2022 a été l'année des chartes. Au début de l'été, un texte plaidant [« pour un journalisme à la hauteur de l'urgence écologique »](#) secoue la profession. Signé par plusieurs rédactions et des centaines de journalistes – dont quelques Belges – il exhorte le milieu à effectuer un virage radical dans sa manière de traiter les enjeux climatiques. « Nous, journalistes, devons modifier notre façon de travailler pour intégrer pleinement cet enjeu dans le traitement de l'information », dit la charte. Elle invite à « traiter le climat, le vivant et la justice sociale de

manière transversale. Ces sujets sont indissociables. L'écologie ne doit plus être cantonnée à une simple rubrique ; elle doit devenir un prisme au travers duquel considérer l'ensemble des sujets. » Suivront d'autres documents, rédigés par des entreprises de presse ou des rédactions – [Radio France](#), [Ouest-France](#), [Le Monde](#)... Avec quelques engagements prononcés.

En Belgique, nulle charte. Dans *Le Soir* du 6 mars dernier, plusieurs académiques exhortent pourtant les médias « à mener en leur sein une réflexion radicale et globale sur la manière d'aborder les enjeux et questions relatives au climat et à la biodiversité ».

Message entendu ? Diversement. « La question d'une charte a été discutée en interne, indique Frédéric Gersdorff, directeur adjoint de l'information à la RTBF. Mais l'idée a été écartée. Nous craignons qu'être liés à une telle charte ouvre la porte à devoir faire de même avec les droits humains, les féminicides, le travail des enfants ou d'autres excellentes causes. Nous ne voulions pas nous démarquer sur un enjeu en particulier. » La chaîne publique n'a pas non plus créé de rédaction spécialisée, considérant que « l'environnement touche à toutes les spécialités – économie, politique belge, science, éducation, international... ». On a donc opté pour une approche plus transversale des sujets environnementaux.

Depuis un moment, des émissions sous de nombreux formats et styles ont vu le jour en plusieurs lieux de la grille de programmes, dont « Alors on change », présentée par Gwenaëlle Dekegeleer produite par la cellule « Impact » de la RTBF, mais aussi plus récemment des podcasts (Déclat Le Tournant, d'Arnaud Ruysen), une page « Ensemble pour la Planète » sur le site internet, des opérations spéciales comme le prime time sur Tipik, l'an dernier, « Il n'y a pas de planète B » ou la « Yourte », sorte « d'éco-télé-réalité » campagnarde.

Plus de transversalité

Pas de charte mais plus de transversalité, c'est aussi le mot d'ordre à *La Libre Belgique*, dont le rédacteur en chef Dorian de Meeûs rappelle l'existence d'un service Planète, fusionné récemment avec le service Monde. « Notre volonté est de faire remonter davantage de reportages sur le changement climatique de nos correspondants », indique-t-il. Par ailleurs, « il importe de s'assurer que les questions environnementales ne soient pas limitées à un service mais que chaque journaliste à son niveau l'intègre dans son travail – la géostratégie, l'économie, l'industrie ou les débats ».

À la RTBF, un « pôle interrédaction », selon les mots de Gersdorff – réseaux d'échange entre journalistes intéressés – fait circuler les infos et les idées. « Ça bouge beaucoup plus qu'avant, constate Dekegeleer. Les choses évoluent, je sens une volonté. » Ici, une formation s'annonce, au profit de tous les journalistes, présentateurs ou éditeurs intéressés, proposée par la cellule Impact en collaboration avec Johanne Montay, la responsable éditoriale sciences-santé-innovation.

De formation, il en est également question à *L'Echo*, raconte Paul Gérard, son rédacteur en chef. Le quotidien a déjà proposé trois modules de formation de trois jours à 24 de ses journalistes. « Nous devons travailler cette question-là, dit-il. Les enjeux climatiques et leurs impacts, ce ne sont pas des sujets qui font partie intégrante de la formation des journalistes, même des jeunes. Nous ne sommes clairement pas assez équipés. Certains travaillent sur la matière, d'autres sont plus sensibilisés pour des raisons personnelles. » Insuffisant, pour le patron du quotidien économique et financier : « Le sujet est devenu incontournable et doit traverser toutes nos pages, toutes les rubriques. Pour cela, il est nécessaire d'être mieux outillés. » Les journalistes ayant participé aux formations sont revenus

« très enthousiastes », affirme Gérard. Qui songe à étendre la formation à l'ensemble des journalistes et annonce, pour la suite, « un travail d'intelligence collective : une charte maison ? Des nouvelles rubriques ? D'autres pratiques qui n'existent pas encore ? C'est à discuter... »

A des degrés divers et avec des moyens parfois limités, ça bouge dans la presse belge. Et les nouvelles sont contrastées : la formation continue sur « la couverture du réchauffement climatique » proposée par l'Association des journalistes professionnels pour octobre prochain n'a séduit qu'une poignée de journalistes. La question de son maintien est posée.

Entretien

Pourquoi « Le Soir » crée un pôle Planète

Comment donner une meilleure place aux questions climatiques, environnementales et aux enjeux de la transition, alors que les médias sont tantôt perçus comme trop peu présents, tantôt trop catastrophistes ? Christophe Berti, rédacteur en chef du «Soir», explique le positionnement de la rédaction.

Alors que la crise climatique s'accélère, comment *Le Soir* s'organise-t-il pour mieux répondre aux enjeux de la transition ?

Christophe Berti : Après la crise du covid, la rédaction s'est interrogée sur ses pratiques et sur la bonne façon de traiter les thématiques qui traversaient nos sociétés. On s'est rendu compte que des sujets comme le covid, mais aussi la guerre en Ukraine ou la crise climatique, devaient être traités de manière plus transversale. Si on regarde ces thématiques avec un seul spectre (uniquement comme un sujet santé, politique, économique...), on passe à côté d'une partie de l'information. Après un travail collectif, qui a impliqué l'ensemble de la rédaction, on a décidé de transformer nos services en pôles, pour partir des contenus, en se demandant : « Qui peut apporter de la valeur ajoutée sur ces sujets », peu importe sa place dans la rédaction. Ça, c'est fondamental, c'est le vrai changement de cette réforme.

Cette réforme a-t-elle permis de donner une meilleure place aux questions environnementales ?

Nous n'avons pas attendu cette transformation [pour traiter des sujets liés au changement climatique](#), bien évidemment, mais dans la réflexion commune, cette thématique a émergé naturellement et s'est imposée dans notre nouvelle organisation. Il nous semblait dès lors important de dégager des moyens adéquats : nous avons donc créé un pôle *Planète* avec sept journalistes qui vont travailler ensemble sur ces matières. L'environnement, la mobilité ou l'énergie vont être traitées de manière globale, pas uniquement d'un point de vue économie ou politique...

Les sujets liés à la crise climatique seront donc traités par le pôle *Planète*...

Mais pas seulement : il ne faut pas réserver la question climatique aux journalistes *Planète* mais que celles et ceux qui suivent la politique, l'économie, le sport ou la culture soient aussi concernés et impliqués dans ces thématiques. Au-delà du pôle *Planète*, ce qu'on a mis en place à la rédaction, c'est un travail de transversalité entre les pôles.

C'est une manière de répondre aux lecteurs qui estiment que *Le Soir* n'en fait pas assez ?

C'est avant tout la rédaction au *Soir* qui décide de ce qu'elle fait. On ne fait pas ça pour répondre à des critiques ou pour faire du marketing. L'urgence climatique s'est imposée dans notre traitement de l'actualité. Nous avons une responsabilité journalistique et sociale de davantage nous intéresser à ces matières et de les traiter avec déontologie. Si certains pensent qu'on en fait trop ou d'autres pas assez, c'est sans doute bon signe...

En France, plusieurs médias ont publié une charte pour encadrer leurs pratiques. Y a-t-il une démarche similaire au *Soir* ?

Je pense que le premier travail qu'on doit faire, c'est d'améliorer notre expertise sur le fond. Après, on jugera, au *Soir*, si on a besoin de fixer des règles au sein de la rédaction, de l'entreprise ou d'une charte pour faire encore mieux notre travail d'information.